

Jules CHUZEVILLE
Justine BONDU

Dossier GPO

Dossier GPO (Jules et Justine)

Sommaire:

- [Dossier GPO](#)
- [Sommaire](#)
- [INTRO](#)
- [Société SA\(Société Anonymes\)](#)
- [Société SARL\(société à responsabilité limitée\)](#)
- [Associations](#)
- [Fondations](#)
- [Micro-entreprise](#)
- [Syndicats](#)
- [Association loi 1901 à caractère politique \(parti politique\)](#)
- [Organisation publique : une centrale et une locale](#)
- [Conclusion](#)
- [Bilan personnel: Justine](#)
- [Bilan personnel: Jules](#)
- [Sitographie](#)

Dossier GPO (Jules et Justine)

INTRO

Ceci est notre dossier de Gestion de projet et des organisations, dossier réalisé par Jules CHUZEVILLE et Justine BONDU. Chaque point du dossier commence par une définition du point concerné, puis par les avantages et inconvénients et pour finir les exemples que nous avons trouvés avec une explication de ceux-ci, le bonhomme de mintzberg et la structure de l'organisation. Nous commenceront par les société anonyme (SA), puis par les société à responsabilité limitée (SARL), ensuite par les associations, après les fondations, par la suite les micro-entreprise, on continue avec les syndicats, les suivants sont les association loi de 1901 à caractère politique, on enchaîne par les organisation publique centrale et locale, ensuite une petite conclusion et en dernier lieux les bilan personnel et la sitographie.

Dossier GPO (Jules et Justine)

Société SA(Société Anonymes)

Une société anonyme est une entreprise dont le capital est partagé entre plusieurs actionnaires, au nombre minimum de sept, si elle veut être cotée en bourse, qui ne sont pas obligés de dévoiler leur identité et doivent apporter un capital global de départ de 37 000 euros.

La SA doit compter au moins 2 actionnaires, ou 7 si elle est cotée en bourse, peu importe son nombre d'actionnaires le capital minimum doit être de 37 000 euros. Cette forme juridique est idéale pour les entreprises de grande taille qui visent une introduction en bourse et des activités à l'international. La direction de la société est confiée à un conseil d'administration. Elle est dirigée par un président et un directeur général dont le responsable n'a pas laissé son nom ou l'a caché (qui peuvent n'être qu'une seule et même personne) et par un conseil d'administration composé d'au moins trois personnes.

Les avantages des société anonymes sont:

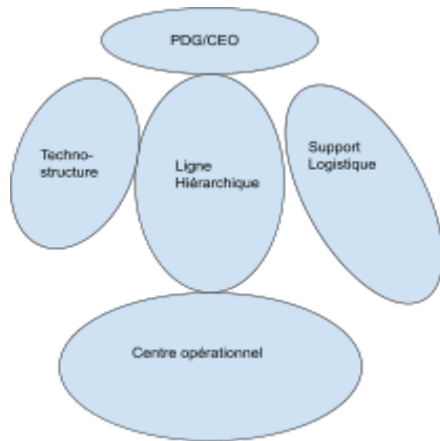
- Le régime social protecteur et avantageux pour les dirigeants de SA,
- Les associés de la SA ont une responsabilité limitée,
- Le choix pour le régime d'imposition,
- Une entrée facilitée pour les nouveaux associés,
- Une fiscalité avantageuse,
- Le plus souple de tous les statuts d'entreprise,
- Pas de capital social minimum.

Les inconvénients des société anonymes sont:

- La rédaction complexe des statuts,
- Les charges sociales élevées,
- Peu adapté aux entreprises familiales,
- Un régime social contraignant pour le mandataire social,
- Pas d'introduction possible en bourse.

Exemple :

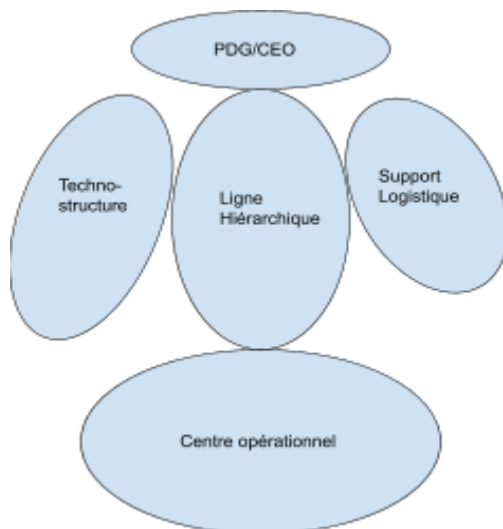
1) Groupe PSA



PSA est une entreprise de construction automobile qui détient Peugeot, Citroën, DS Automobiles, Opel et Vauxhall avec une structure divisionnelle car chaque partie du groupe est divisée en autres sous-parties notamment avec les chaînes d'assemblages qui correspondent chacune à une division. La théorie de Mintzberg est applicable car les personnes du groupe se rassemblent autour

de la création automobile afin de gagner de l'argent

2) Microsoft



Microsoft est une entreprise d'informatique qui crée principalement des logiciels (softwares) mais également un peu de machines (hardware) comme les Windows Phone, cette entreprise a une structure matricielle car chaque partie est divisée en division qui sont elles-mêmes organisées en groupe de projet qui dépendent de plusieurs

personnes comme les chefs de projet et les chefs de divisions. La théorie de Mintzberg est applicable car les employés se rassemblent autour de l'informatique pour faire des applications plus pratiques et l'automatisation de certaines tâches.

Dossier GPO (Jules et Justine)

Société SARL(société à responsabilité limitée)

La SARL, ou société à responsabilité limitée, est un type de société très répandu en France. Il s'agit d'une forme juridique simple, nécessitant la présence d'au moins deux associés et qui présente de nombreux avantages. La principale caractéristique de la société à responsabilité limitée est de **limiter le risque des associés et leur responsabilité vis-à-vis des dettes de la société**. C'est-à-dire que les associés sont responsables dans la limite de leurs apports. **Leur perte se limite à leur part du capital**. Cette forme juridique permet, en effet, à ses associés (au nombre de 2 à 100) de voir leurs pertes éventuelles limitées aux montants respectifs de leurs apports. Une formule qui séduit un grand nombre d'entrepreneurs. La SARL, type de société le plus couramment utilisé dans le cadre de la création d'entreprise, offre l'avantage d'une structure simple au sein de laquelle la responsabilité des associés est limitée au montant de leurs apports. Son capital, dont la loi ne fixe aucun montant minimal, est réparti entre au moins deux associés. Elle est dirigée par un ou plusieurs gérants, associés ou non.

Les avantages de la société à responsabilité limitée sont:

- Un cadre de fonctionnement sécurisant, il y a peu de risques de désaccord entre les associés et/ou le gérant,
- Un statut adapté aux projets familiaux,
- Responsabilité des associés limitée,
- Répartition des pouvoirs proportionnelle aux pouvoirs des associés,
- La flexibilité dans la détermination du capital social,
- Le choix du régime fiscal,
- La protection sociale du gérant,
- Un cadre juridique sécurisant à ses associés,
- Possibilité d'utiliser le statut de conjoint collaborateur,
- Peut être créée par un associé unique.

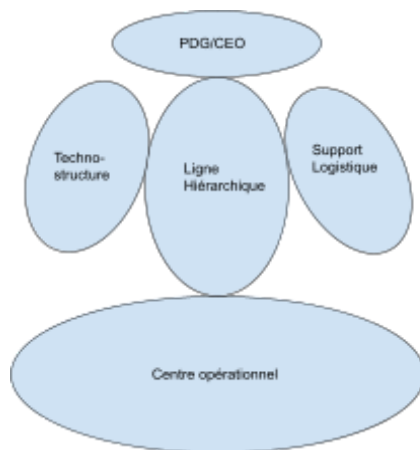
Les inconvénients de la société à responsabilité limitée sont:

Dossier GPO (Jules et Justine)

- Une rigidité de fonctionnement,
- Un régime social souvent moins protecteur,
- L'entrée difficile de nouveaux investisseurs,
- Des frais de création plus élevés,
- Une gestion administrative et comptable obligatoire,
- Une affiliation au régime des travailleurs indépendants parfois problématique,
- Le gérant ne peut être qu'une personne physique,
- Nécessite un fonctionnement trop lourd pour certains projets,
- Si elle est unipersonnelle, elle peut-être plus lourde à créer qu'une entreprise individuelle.

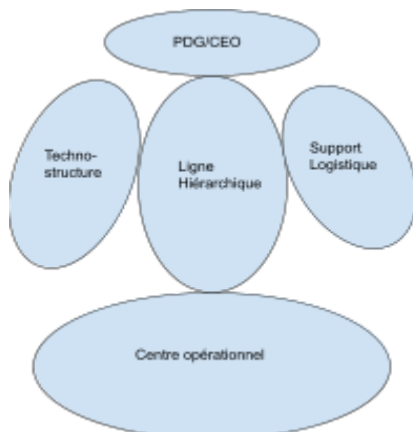
Exemple :

1) Nicolas & Fils



Nicolas & Fils est un magasin d'informatique professionnel et particulier situé à Harfleur qui suit une structure divisionnelle entre la division des vendeurs et celles des acheteurs pour réapprovisionner le stock. La théorie de Mintzberg est applicable car les employés se regroupent autour de la vente d'outils informatiques.

2) Groupe Morin



Le groupe Morin est une entreprise de BTP située dans 5 départements qui suit une structure divisionnelle entre chaque département. La théorie de Mintzberg est applicable car les employés se rassemblent autour de la construction de bâtiments.

Associations

Une association est un groupement de personnes volontaires réunies autour d'un projet commun ou partageant des activités, mais sans chercher à réaliser de bénéfices. L'appartenance à une association est volontaire, fondée sur l'intuitu personae ; elle ne peut être ni être obligatoire, ni résulter d'un état de fait. Elle peut avoir des buts très divers (sportif, défense des intérêts des membres, humanitaire, promotion d'idées ou d'œuvres...). Une association est une société de personnes et de droit privé dont l'objet social ne peut être ni commercial, ni lucratif. L'association doit avoir des statuts écrits qui sont déposés et publiés dans un greffe civil. Il existe deux principaux types d'associations :

-l'association "simple", non déclarée en préfecture, a une existence juridique, mais ne peut posséder de patrimoine ni agir en justice ;

-l'association déclarée en préfecture à la personnalité juridique. Elle peut donc posséder un patrimoine et agir en justice. Certaines d'entre elles disposent du statut particulier d'associations reconnues d'utilité publique par décret en Conseil d'État. Leur objet est jugé d'intérêt général (ex : lutte contre certaines maladies). Cette reconnaissance leur permet de recevoir des dons et des legs, mais elles doivent en contrepartie présenter de sérieuses garanties et sont soumises à un contrôle administratif plus strict, notamment de la part de la Cour des comptes.

Les avantages des association sont :

- Simplicité de constitution (déclaration à la préfecture, au bureau des associations),
- Liberté de fonctionnement,
- Possibilité de recevoir sous certaines conditions des dons, legs et subventions,
- Ils peuvent être constitués entièrement de bénévoles si c'est le cas l'association n'a pas à payer de cotisation social,
- Pas de capital social bloqué, pas de contrainte financière à sa création,

Dossier GPO (Jules et Justine)

- Une fiscalité franchisée des impôts et de la TVA, seulement si leur chiffre d'affaires dépasse un certain seuil qui dépend à l'activité de l'association,
- Une comptabilité minimale, inscrire uniquement les encaissements et décaissements,
- Les aides aux associations, il y a les aides de l'État tel que le DLA (Dispositif local d'Accompagnement).

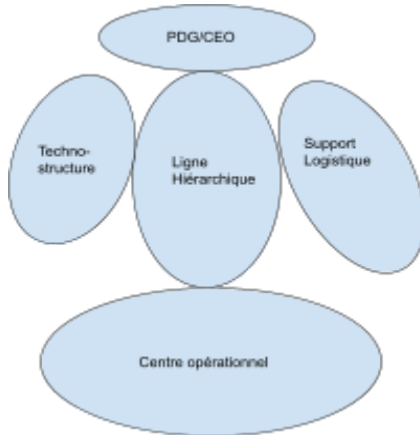
Les inconvénient des association sont :

- Impossibilité de partager les bénéfices entre les membres, sauf si l'association est soumise aux impôts commerciaux,
- Interdiction de se transformer en société (sauf GIE ou Scop),
- L'interdiction de partager les biens de l'association dissoute entre ses membres (sauf exceptions). Cela rend très complexe le passage du statut associatif au statut entreprise,
- Dès qu' une association sous la Loi 1901 commence à exercer une activité qui peut être considérée pour étant concurrentielle à une entreprise et qu'elle entame une gestion de type commercial, elle perd automatiquement tous ses avantages fiscaux,
- Le risque de remise en cause du régime fiscal si des opérations lucratives sont réalisées,
- L'impossibilité de créer une association en étant seul,
- La position délicate du Président : sa nomination peut théoriquement être remise en cause à chaque assemblée générale,
- La difficulté à obtenir des prêts bancaires car les associations ne disposant pas de capital social,
- L'impossibilité de conclure un bail commercial.

Dossier GPO (Jules et Justine)

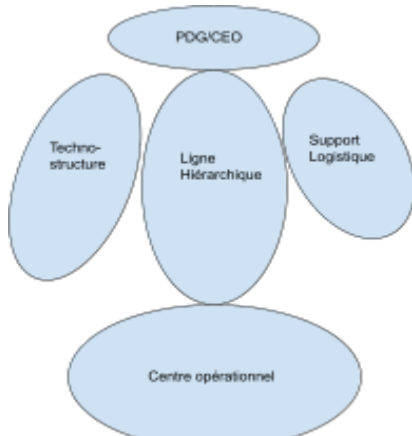
Exemples :

1) Les Restos du cœur



Les restos du cœur est une association à but humanitaire qui suit une structure divisionnelle entre chaque secteur d'activités de l'association. La théorie de Mintzberg est applicable car les bénévoles se regroupent pour aider les personnes dans le besoin.

2) La Croix Rouge



La Croix rouge est une association à but humanitaire qui aide les personnes dans le besoin, elle est présente dans toute la France et suit donc une structure divisionnelle pour chaque département. Elle est soumise à la théorie de Mintzberg car les bénévoles se regroupent dans cette association pour aider les personnes dans le besoin et faire des actions à but humanitaire.

Fondations

Une Fondation est une création par voie de legs ou de donation d'un établissement d'intérêt public ou d'utilité sociale. L'article 18 de la loi n°87-571 du 23 juillet 1987 sur le développement du mécénat définit la fondation comme : « l'acte par lequel une ou plusieurs personnes physiques ou morales décident l'affectation irrévocable de biens, droits ou ressources à la réalisation d'une oeuvre d'intérêt général et à but non lucratif. »

Il y a quatre statuts généralistes de fondation : la fondation reconnue d'utilité publique, la fondation abritée, la fondation d'entreprise et le fonds de dotation.

La fondation reconnue d'utilité publique : Accordée par décret du Conseil d'Etat, la reconnaissance d'utilité publique confère à la fondation une personnalité juridique pleine. En outre, les fondateurs sont minoritaires au conseil d'administration, et l'Etat y est représenté.

La fondation abritée : Dépourvue de la personnalité morale, la fondation abritée se définit comme l'apport d'un actif à une fondation reconnue d'utilité publique dont les statuts prévoient qu'elle peut être abritante. La fondation abritée exerce ainsi sa mission d'intérêt général sous l'égide de sa fondation abritante.

La fondation d'entreprise : Autorisée par arrêté préfectoral, la fondation d'entreprise est fondée pour une durée limitée par des sociétés civiles ou commerciales, des établissements publics industriels et commerciaux, des coopératives ou des mutuelles, qui peuvent rester majoritaires au conseil d'administration. Ainsi, les fondateurs s'engagent pour la fondation dans le cadre d'un programme d'action pluriannuel. En revanche, les dons sont limités aux salariés, mandataires sociaux, sociétaires, adhérents, etc.

Le fonds de dotation : Créé par une simple déclaration assortie du dépôt en préfecture des statuts, le fonds de dotation est conçu comme un outil souple de la philanthropie. Sa dotation de 15 000€ minimum, consommable ou non, doit être au service d'une mission d'intérêt général. Sa gouvernance est libre, sous réserve de compter au moins trois administrateurs. Enfin, le fonds de dotation peut recevoir des dons, mais en aucun cas des fonds publics.

Dossier GPO (Jules et Justine)

Il y a quatre grands statuts sectoriels qui sont : la fondation de coopération scientifique, la fondation universitaire, la fondation partenariale, la fondation hospitalière.

La **fondation de coopération scientifique** : Sa mission d'intérêt général est limitée à la recherche et à l'enseignement supérieur. Relevant du régime de la Fondation reconnue d'utilité publique, elle est néanmoins créée par simple décret, et ses fondateurs peuvent être majoritaires au conseil d'administration.

La **fondation universitaire** : Elle se place sous l'égide d'un établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel. Comme la fondation abritée, elle est dépourvue de la personnalité morale.

La **fondation partenariale** : Créée par un établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, son régime relève de la fondation d'entreprise. Néanmoins, elle peut être créée pour une durée indéterminée, et elle a la capacité de recevoir de nombreux dons et legs.

La **fondation hospitalière**: Créée par simple décret, elle relève du régime de la fondation reconnue d'utilité publique. Néanmoins, ses fondateurs, un ou plusieurs établissements publics de santé, peuvent être majoritaires au conseil d'administration.

Les avantages des fondations sont:

- Entité moins agressive que les sociétés commerciales dû à son caractère social.
- Plus grand prestige et plus grande crédibilité sociale.
- Une grande souplesse dans leurs obligations envers l'administration.
- Stable et un grand institutionnalisme.
- C'est un outil très utile pour lever des fonds publics et privés.

Les inconvénients des fondations sont:

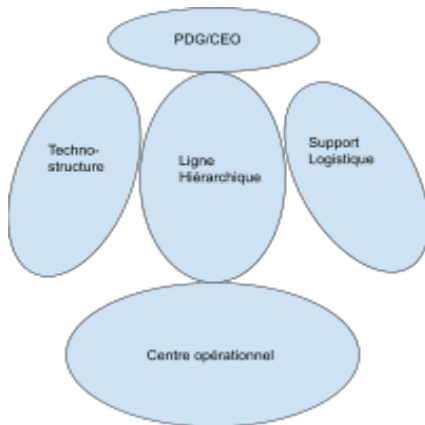
- Peut faciliter la fraude fiscale.
- Si séparé de l'entreprise, peut conduire à la confusion.
- Si constitués de donateurs, ils peuvent influencer les décisions prises par la direction.

Dossier GPO (Jules et Justine)

- Une mauvaise gestion pourrait ternir la réputation de l'entreprise.
- La relation étroite entre la fondation et l'entreprise peut donner lieu à des conflits d'intérêts.

Exemples :

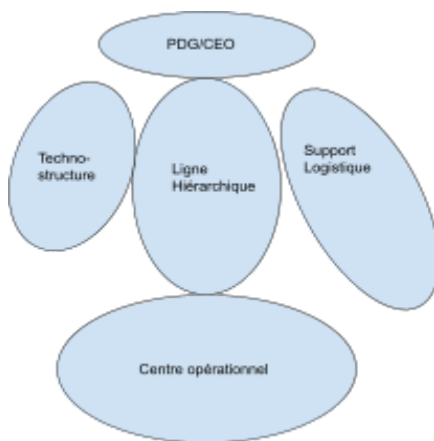
1) Fondation Crédit agricole



La fondation Crédit Agricole est une fondation qui agit pour l'autonomie socio-économique des personnes. Elle suit une structure divisionnelle entre chaque branche de la fondation selon le département et les projets humanitaires qu'elle fait.

Cette Fondation suit la théorie de Mintzberg car les employés de cette fondation se regroupent tous pour l'autonomie socio-économique.

2) Fondation Bill & Melinda Gates



La fondation Bill & Melinda Gates est une fondation qui lutte contre les injustices sociales, la pauvreté ainsi que la maladie dans le monde entier mais principalement en Afrique. Cette fondation a une structure divisionnelle car elle agit dans plein de secteurs différents et effectue donc une division selon le secteur d'activité. Cette

fondation suit la théorie de Mintzberg car les employés de la fondation se regroupent pour participer dans un but humanitaire.

Micro-entreprise

La micro-entreprise est une notion assez récente. La micro-entreprise a fusionné, depuis 2016, avec la notion d'auto-entreprise. Elle caractérise tous les entrepreneurs qui exercent leur activité seuls et qui ont opté pour le régime fiscal du micro en matière d'impôt sur les bénéfices (micro-BIC, micro-BNC ou micro-BA) et pour le régime micro-social simplifié en matière de cotisations sociales. Il connaît aujourd'hui une grande popularité de part sa simplicité et ses nombreux avantages. En effet, elle permet à un entrepreneur d'exercer une activité sans subir la lourdeur administrative et la complexité des formalités. Une micro-entreprise est une entreprise occupant moins de 10 personnes, et qui a un chiffre d'affaires annuel ou un total de bilan n'excédant pas 2 millions d'euros. La micro-entreprise n'est **pas un statut juridique**, mais un régime à part entière, à savoir **le régime micro-social et le régime micro-fiscal** qui est **unique et simplifié**.

Ainsi, peuvent demander à bénéficier du régime micro-entreprise :

- Les **entreprises individuelles** imposées dans la catégorie des **bénéfices industriels et commerciaux (BIC)** ou **des bénéfices non-commerciaux (BNC)** ;
- Les **entreprise individuelles à responsabilité limitée (EIRL)** n'ayant pas opté à l'impôt sur les sociétés, c'est-à-dire soumises à **l'impôt sur le revenu** ;
- Et les **entreprises unipersonnelles à responsabilité limitée (EURL)** soumises à l'IR et dont **l'associé unique** est un **particulier** et occupe les fonctions de **gérant**.

Les micro-entreprises qui exercent une activité commerciale ou artisanale relèvent du régime micro-BIC. Celles qui exercent une activité libérale sont placées sous le régime micro-BNC. Enfin, les agriculteurs bénéficient du régime micro-BA (pour « Bénéfices Agricoles »).

Un micro-entrepreneur, au sens « strict » du terme (définition fiscale), est un entrepreneur qui exerce son activité en nom propre (dans une entreprise

Dossier GPO (Jules et Justine)

individuelle), relève du régime fiscal de la micro-entreprise (micro-BNC ou micro-BIC) et bénéficie du régime micro-social simplifié. Pour les autres, on parle d'entreprises soumises au régime micro-entreprise.

Les avantages des micro-entreprises sont:

- Bénéficie d'allègements comptables conséquents,
- Permet de réduire les coûts de fonctionnement,
- Les cotisations sociales sont calculées simplement à des taux fixes,
- Les taux forfaitaires sont connus d'avance,
- Formalités administratives simplifiées pour sa création,
- Choix d'imposition classique ou prélèvement libératoire,
- Charges sociales simplifiées et allégées,
- Pas de TVA à facturer.

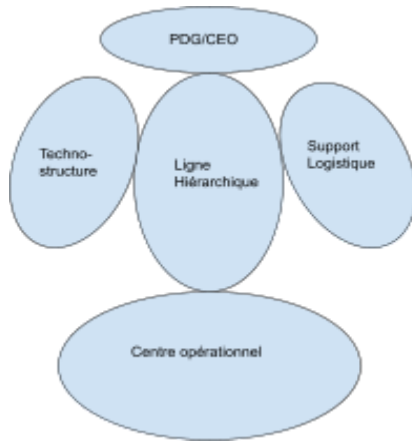
Les inconvénients des micro-entreprises sont:

- Le micro-entrepreneur peut difficilement profiter du maintien des ARE (allocations d'aide au retour à l'emploi),
- Des seuils de chiffre d'affaires à respecter,
- Un patrimoine personnel non protégé,
- Un régime fiscal défavorable dans certains cas, lors de dépenses importantes,
- Des négociations potentiellement difficiles,
- Impossibilité de récupérer la TVA payée sur les stocks et les achats de biens et de services sauf en cas de dépassement des seuils de la TVA,
- Impossibilité d'amortir fiscalement les investissements réalisés,
- Les charges sociales sont calculées sur la base du CA (chiffre d'affaires) et non des bénéfices de l'entreprise ou de la rémunération du dirigeant,
- Un CA (chiffre d'affaires) minimum est à réaliser pour valider un trimestre de retraite et bénéficier du droit à la formation professionnelle, sauf à opter pour le versement de cotisations minimales.

Dossier GPO (Jules et Justine)

Ex :

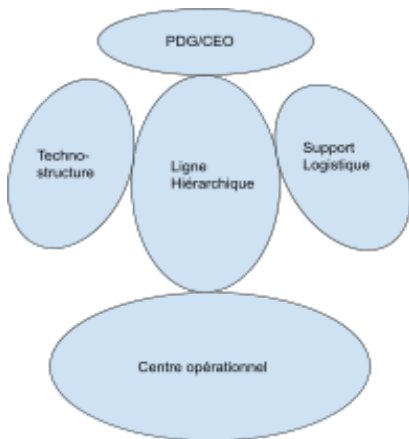
1) Entreprise CHUZEVILLE (2 personnes)



L'entreprise Chuzeville est une entreprise d'artisans mécaniciens qui avait un magasin de moto à Fécamp et qui vendait, préparait et réparait les motos. Cette entreprise ne suit pas de structure particulière car cette entreprise n'avait pas de salarié et les 2 membres de l'entreprise sont tous les 2 détenteurs et de l'entreprise, ils sont au même niveau

hiérarchique. Cette entreprise suit la théorie de Mintzberg car les membres de l'entreprise se sont rassemblé autour de leur passion pour la moto pour travailler la mécanique et vendre des motos.

2) Boulangerie La Tarte à Papa



La boulangerie "La Tarte à Papa" est une boulangerie située à Lillebonne qui comporte 5 membres, cette entreprise suit une structure divisionnelle entre les boulangers et les vendeurs. Cette boulangerie ne suit pas la théorie de Mintzberg car certains employés sont dans l'entreprise pour gagner de l'argent là où d'autres sont là pour partager leur création culinaire.

Syndicats

Un syndicat d'entreprise, appelé aussi section syndicale d'entreprise, a été créé par les accords de Grenelle conclus entre le gouvernement et les partenaires sociaux en 1968. Un syndicat est un groupement de personnes qui est chargé de représenter les intérêts matériels et moraux de l'ensemble des salariés d'une entreprise, il sera chargé de négocier les conditions et l'organisation du travail avec l'employeur, en accord avec les remarques et revendications des salariés. Les syndicats d'entreprise, plus particulièrement, se composent de personnes exerçant un même métier ou des métiers similaires.

Une entreprise qui emploie au minimum 50 salariés durant douze mois consécutifs ou non durant les trois dernières années est obligée d'organiser des élections pour la nomination d'un délégué syndical par un syndicat représentatif. Le nombre de délégués syndicaux varie selon l'effectif. Les syndicats ont la capacité d'ester en justice, d'intenter des actions devant les tribunaux et de se défendre lorsqu'on est l'objet de poursuites.

Un salarié syndical est protégé par sa mission, c'est-à-dire qu'il ne peut pas être licencié, sauf pour faute lourde, avec une procédure spécifique. Il existe de nombreux syndicats différents, qui s'organisent à l'échelle régionale, nationale ou qui sont spécialisés dans un secteur particulier.

De manière générale, l'entreprise est obligée d'accorder les libertés syndicales suivantes :

- la liberté de réunion dans des locaux mis à disposition par l'entreprise
- la liberté d'affichage
- la liberté de distribution de tracts syndicaux à la sortie de l'entreprise
- la collecte des cotisations syndicales sans poser d'obstacle au travail des salariés
-

Le nombre de délégués syndicaux varie entre 1 et 5 en fonction de l'effectif de l'entreprise :

Dossier GPO (Jules et Justine)

- un délégué pour une entreprise qui emploie entre 50 et 999 salariés
- 2 délégués pour un effectif compris entre 1.000 et 1.999
- 3 délégués entre 2.000 et 3.999
- 4 délégués entre 4.000 et 9.999 salariés
- 5 délégués syndicaux sont désignés pour une entreprise employant un effectif supérieur à 9.999 salariés

Les avantages des syndicats sont:

- Standardiser le processus d'emploi,
- Contribue à améliorer les conditions de travail,
- Les compétences s'améliorent au sein du groupe d'employés,
- Ont un certain niveau d'influence politique,
- Offrent une protection juridique contre la discrimination.

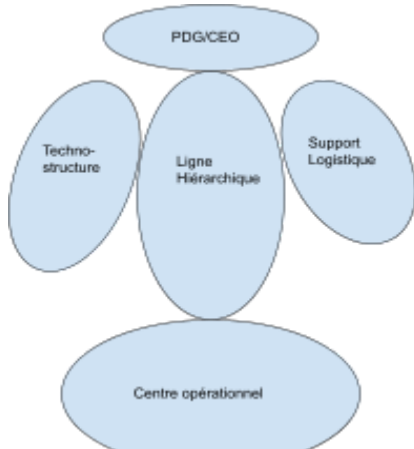
Les inconvénients des syndicats sont:

- Les prix des biens et services augmentent localement,
- Peuvent parfois prendre en otage les entreprises,
- Les travailleurs doivent payer des cotisations pour adhérer à un syndicat,
- Parfois, les travailleurs qui méritent d'être licenciés ne peuvent pas être licenciés à cause du syndicat,
- Ils ne représentent qu'une population démographique.

Dossier GPO (Jules et Justine)

Ex :

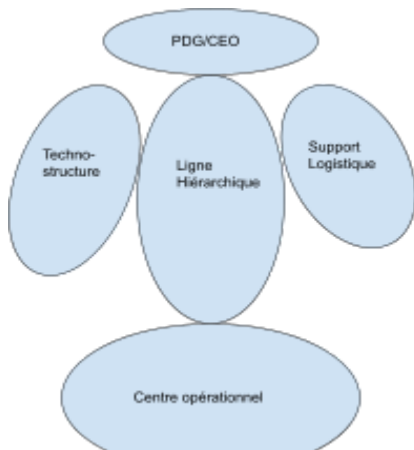
1) CGT (Confédération Générale du Travail)



La CGT est l'un des syndicats dominants en France et également l'un des plus actifs, ce syndicat lutte pour de meilleures conditions de travail au sein de leur environnement de travail. Ce syndicat suit une structure divisionnelle car chaque entreprise ayant ce syndicat comme syndicat dominant comporte une division de la CGT. Ce

syndicat confirme la théorie de Mintzberg car tous les syndicalistes se sont regroupés pour lutter pour de meilleures conditions de travail.

2) FO (Force Ouvrière)



Le syndicat Force Ouvrière est également l'un des syndicats dominants en France, il lutte pour les conditions de travail des ouvriers ainsi que leur sécurité qui manque parfois à l'appel. Ce syndicat suit une structure divisionnelle car chaque entreprise représentée par FO est une division du syndicat. Ce syndicat confirme la théorie de

Mintzberg car tous les syndicalistes se rassemblent dans ce syndicat pour les conditions de travail des ouvriers.

Association loi 1901 à caractère politique (parti politique)

Association loi 1901 correspond à la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association est une loi qui régit le fonctionnement de toutes associations ayant son siège en France ou exerçant en France une activité permanente, à l'exception des associations situées en Alsace-Moselle.

L'article 1 de cette loi définit l'association comme "une convention par laquelle deux ou plusieurs personnes mettent en commun, d'une façon permanente, leurs connaissances ou leur activité dans un but autre que de partager des bénéfices. Elle est régie, quant à sa validité, par les principes généraux du droit applicables aux contrats et obligations.". Ainsi, tout individu ayant un projet ou une cause commune qui lui tient à cœur est libre de s'engager dans une association, indépendamment de son âge, sa nationalité ou ses compétences. Cette loi est caractérisée par sa liberté contractuelle, chacun est libre de créer une association et d'en déterminer les règles de fonctionnement. Une seule contrainte : le but poursuivi par l'association ne doit pas être le partage des bénéfices entre ses membres.

Cette loi laisse aux créateurs et membres d'association la liberté :

- de s'organiser (dans le respect des lois en vigueur) ;
- de choisir le but de l'association : pratiquement tous les domaines d'activité et de la vie sociale sont possibles à condition qu'ils soient licites ;
- de décider du mode d'organisation et des procédures internes de fonctionnement et de les introduire dans les statuts, et éventuellement un règlement intérieur ;
- de modifier aussi souvent que voulu ou nécessaire son but, son mode d'organisation et son fonctionnement ;
- de déclarer ou non la création de l'association, et d'en faire la publicité dans le *Journal officiel* afin que l'association devienne une personne morale dotée de capacité juridique, ce qui lui donne :
 - la possibilité d'accepter ou de créer différents moyens de financement de son fonctionnement, comme les cotisations de ses membres, les subventions de l'État ou des collectivités

Dossier GPO (Jules et Justine)

territoriales, les dons manuels, les aides provenant du partenariat ou du mécénat,

- la possibilité de signer des actes juridiques (ouverture de compte bancaire, souscription de contrats d'assurances, contrat de prestation de services...),
- la possibilité d'employer des salariés,
- la possibilité d'agir en justice en tant que personne morale (assez strictement encadrée par différentes dispositions).

Une association non déclarée est une association de fait, sans personnalité morale ni capacité juridique, elle peut cependant engager devant le juge administratif des recours pour excès de pouvoir pour contester la légalité des actes administratifs faisant grief aux intérêts qu'elle a pour mission de défendre. C'est-à-dire que la mise en commun de moyens de manière permanente est autorisée, ce qui n'était que partiellement vrai avant la loi de 1901.

Les personnes qui adhèrent à l'association peuvent être des personnes physiques (individus) ou bien des personnes morales. Il suffit du consentement échangé entre deux personnes (nombre minimal) pour créer une association.

Il existe plusieurs types d'associations :

- Une association agréée, qui a reçu un agrément par décision ministérielle
- Une association reconnue d'utilité publique, qui bénéficie d'une reconnaissance par décret en Conseil d'État
- Une association d'intérêt général, qui permet de délivrer des reçus fiscaux à ses donateurs

La loi 1901 définit le statut juridique des associations. A l'instar d'une société, une association est une personne morale. Elle bénéficie de la personnalité juridique une fois qu'il a été procédé à sa déclaration en préfecture, puis à la publication d'un extrait de sa déclaration au Journal officiel des associations (JOAFE). La publication au JOAFE lui permet notamment de :

- signer des contrats,
- disposer d'un patrimoine propre

Dossier GPO (Jules et Justine)

- ouvrir un compte bancaire en son nom
- agir en justice devant les juridictions
- recevoir des subventions

Une association doit être encadrée par des statuts. Les statuts doivent être rédigés en fonction des besoins des fondateurs, et leur contenu est libre. Néanmoins, certaines mentions doivent figurer dans les statuts : le nom de l'association, son objet, l'adresse de son siège social,...

Même si une association est libre de se doter d'un bureau ou non, il est préférable de désigner, pour le bon fonctionnement de la structure :

- Un Président
- Un secrétaire
- Un trésorier

Une association doit obligatoirement tenir une comptabilité. Les obligations comptables sont propres à chaque association et dépendent de :

- La taille de l'association
- Son activité
- L'exercice d'une activité lucrative ou non
- Son mode de financement

Selon la taille de l'association, celle-ci devra tenir :

- Une comptabilité de trésorerie, qui consiste à suivre, de manière chronologique, les encaissements et les décaissements
- Ou une comptabilité d'engagement, plus exigeante, destinée à rendre compte de la bonne gestion de l'association à ceux qui financent l'association

Par ailleurs, certaines associations sont tenues de réaliser des comptes annuels, conformément au plan comptable, notamment :

- Les associations bénéficiant des aides publiques ou des dons supérieurs à 153 000 euros

Dossier GPO (Jules et Justine)

- Les associations exerçant une activité économique, sous conditions de chiffre d'affaires
- Les associations exerçant une activité commerciale et fiscalisée
- Les associations reconnues d'utilité publique
- Les organismes faisant appel public à la générosité

Comme toute association loi 1901, un parti politique peut cependant être dissous s'il a été formé "en vue d'une cause ou d'un objet illicite, contraire aux lois, aux bonnes mœurs, ou qui aurait pour but de porter atteinte à l'intégrité du territoire national et à la forme républicaine du gouvernement"

La dissolution peut être prononcée par décret en Conseil des ministres ou par le tribunal judiciaire.

Ces dernières années, la plupart des élus, essentiellement les députés, ont pris l'habitude de créer une association du type "club de réflexion pour l'avenir de la France" pour recevoir des dons afin d'aider au financement des campagnes électorales.

Les avantages des association régie par la loi de 1901 sont :

- Simplicité de constitution (déclaration à la préfecture, au bureau des associations).
- Liberté de fonctionnement.
- Possibilité de recevoir sous certaines conditions des dons, legs et subventions.
- Ils peuvent être constitués entièrement de bénévoles si c'est le cas l'association n'a pas à payer de cotisation social
- Pas de capital social bloqué, pas de contrainte financière à sa création
- Une fiscalité franchisée des impôts et de la TVA, seulement si leur chiffre d'affaires dépasse un certain seuil qui dépend à l'activité de l'association
- Une comptabilité minimale, inscrire uniquement les encaissements et décaissements

Dossier GPO (Jules et Justine)

- Les aides aux associations, il y a les aides de l'État tel que le DLA (Dispositif local d'Accompagnement).

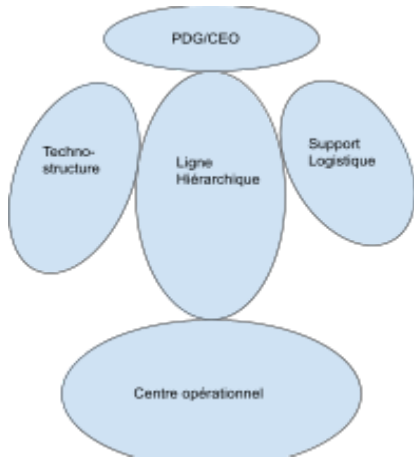
Les inconvénients des associations régies par la loi de 1901 sont :

- Impossibilité de partager les bénéfices entre les membres, sauf si l'association est soumise aux impôts commerciaux,
- Interdiction de se transformer en société (sauf GIE ou Scop),
- L'interdiction de partager les biens de l'association dissoute entre ses membres (sauf exceptions). Cela rend très complexe le passage du statut associatif au statut entreprise,
- Dès qu'une association sous la Loi 1901 commence à exercer une activité qui peut être considérée pour étant concurrentielle à une entreprise et qu'elle entame une gestion de type commercial, elle perd automatiquement tous ses avantages fiscaux,
- Le risque de remise en cause du régime fiscal si des opérations lucratives sont réalisées,
- L'impossibilité de créer une association en étant seul,
- La position délicate du Président : sa nomination peut théoriquement être remise en cause à chaque assemblée générale,
- La difficulté à obtenir des prêts bancaires car les associations ne disposant pas de capital social,
- L'impossibilité de conclure un bail commercial.

Dossier GPO (Jules et Justine)

Ex :

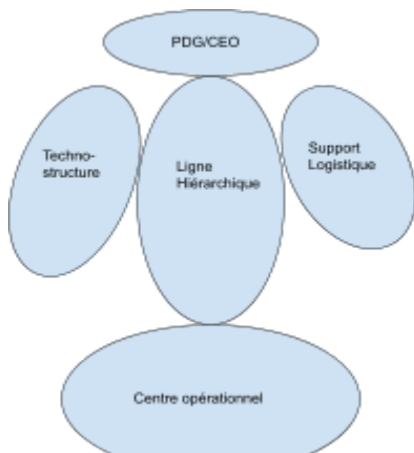
1) Horizon



Horizon est le parti politique de l'ancien 1er ministre et maire actuel du Havre Edouard Philippe, c'est un parti politique représentatif de "la droite" politique qui suit une structure divisionnelle car chaque département qui contient le parti Horizon représente une division du parti. Ce parti politique suit la théorie de Mintzberg car tous les membres du parti veulent partager et faire valoir leurs

idéaux politiques.

2) RN (Rassemblement Nationale)



Le parti politique RN dont le président est Jordan Bardella représentatif de "l'extrême droite" politique qui suit encore une fois une structure divisionnelle car il est présent dans tous les départements de France et donc contient plusieurs divisions du parti, (une division par département voire par ville). Ce parti politique suit la théorie de Mintzberg car tous les membres du parti veulent partager

et faire valoir leurs idéaux politiques.

Organisation publique : une centrale et une locale

On distingue 5 types d'organisations publiques : les administrations centrales, les administrations de sécurité sociale, les collectivités territoriales, les établissements publics à caractère administratif (EPA), les établissements publics à caractère industriel et commercial (EPIC).

Leurs missions diffèrent, mais aussi leur champ d'action, qui peut être national ou territorial. Les organisations publiques ont pour finalité exclusive la satisfaction de l'intérêt général, c'est-à-dire la création de services qui procurent un bien-être à tous les individus d'une société. Elles assurent les missions de services publics : l'éducation, les entretiens des infrastructures, la protection du citoyen. Par contre, leur finalité reste identique. Elle est non lucrative et leurs missions doivent servir l'intérêt général.

Une organisation est un ensemble de moyens matériels, humains et financiers organisé de façon structurée et dont les individus partagent un objectif commun. Les organisations naissent donc d'une action collective organisée, leur objectif est donc la satisfaction de l'intérêt général. Elles ont une finalité non lucrative, c'est-à-dire qu'elles ne réalisent pas de profit, tout en ayant le devoir de satisfaire les besoins collectifs.

Ces organisations sont la propriété de l'Etat, c'est donc l'État qui fixe, réglemente et contrôle, leurs objectifs, leurs stratégies, les politiques publiques.

Pour financer ses organismes, l'Etat a 2 possibilités :

- la fiscalisation, c'est-à-dire que le fonctionnement de ces services est financé soit par les impôts, soit par les cotisations.
- le paiement du prix par les utilisateurs. Dans ce cas là, l'Etat va déléguer à un opérateur pour la gestion du service public. L'entreprise va intégrer le coût du service public dans son prix de vente. Il faut que le prix payé soit compatible avec la mission de service public.

Dossier GPO (Jules et Justine)

La fiscalisation est la source principale de financement des organisations publiques (87%).

La mutabilité ou adaptation : c'est le fait que les services publics doivent s'adapter à l'évolution des besoins de l'intérêt général et de la collectivité.

L'égalité : qui signifie que à situation égale, les usagers doivent bénéficier des mêmes prestations Mais lorsqu'il y a traitement différent, ça doit être justifié par une situation spéciale, c'est le principe de l'équité

La continuité : qui impose un fonctionnement régulier des services sans interruption autre que les interruptions prévues par la loi.

Nous nous intéressons aujourd'hui qu'aux organisations centrales et locales(territoriales):

- Les organisations publiques centrales aussi appeler administrations centrales est la partie des organisations publiques qui dépend de l'État et du gouvernement. Les décisions de ces administrations centrales s'appliquent sur l'ensemble du territoire national.
Cette catégorie comprend des organismes divers d'administration centrale (ODAC). Cette catégorie regroupe des organismes auxquels l'État a donné une compétence fonctionnelle au plan national. Par exemple, le musée du Louvre a une compétence dans la culture.

- Les organisations publiques locales aussi appeler collectivité territoriale (ou locale) est une structure administrative, distincte de l'administration de l'État, qui doit prendre en charge les intérêts de la population d'un territoire précis.
Une collectivité territoriale possède :
 - la personnalité juridique ;
 - des compétences propres ;

Dossier GPO (Jules et Justine)

- une liberté d'administration.

La collectivité locale à une personne morale de droit public distincte de l'État.

Les avantages des organisations publiques sont :

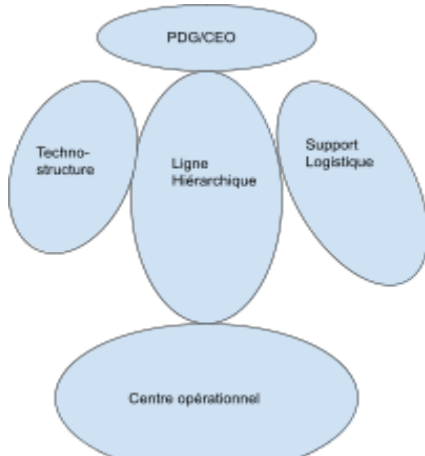
- La même qualité du service rendu pour chaque personne (ou client) quelque soit sa situation géographique, ses revenus, sa situation sociale...
- Le Service Public est présent sur tout le territoire, que ce soit dans les grandes villes ou à la campagne.
- Le travail réalisé est en général efficace et de bonne qualité.
- Les subventions sont utilisées au mieux dans l'intérêt général. C'est-à-dire que l'investissement du service public concerne une majorité de citoyens et non pas seulement les élites ou autres.
- En mai 2008, les conditions de travail des salariés étaient optimales.
- Les droits des salariés sont généralement respectés (heures supplémentaires payées, RTT...).
- Les salariés sont informés de leurs droits et devoirs, des engagements de l'entreprise (ou service public).

Les inconvénients des organisations publiques sont :

- Les subventions fournies par l'État doivent être complètement utilisées sinon l'année d'après, les subventions fournies sont inférieures voire nulles. Ce mode de fonctionnement entraîne parfois du gaspillage dans l'achat de matériels inutiles.
- Il peut se produire un certain laxisme de la part de quelques salariés. En toute objectivité, le même problème apparaît dans les entreprises privées sauf qu'il est mieux caché (par exemple effectuer des heures de présence sans travail effectif).
- Un manque d'innovation apparaît dans certaines activités du service public.
- Réactivité, évolutions lentes.

Ex :

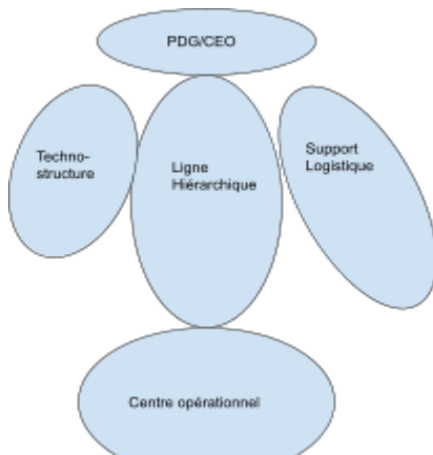
1) Mairie d'Ourville-en-Caux



La mairie d'Ourville-en-Caux est une organisation publique qui appartient donc à l'Etat et qui décide des projets à réaliser au sein du village. Cette mairie suit une structure matricielle car chaque division de la mairie effectue des projets sous la direction de plusieurs personnes. Cette organisation publique suit la théorie de Mintzberg car les employés se regroupent

dans la mairie pour améliorer les conditions de vie du village.

2) Ministère de l'Éducation



Le ministère de l'Éducation est sous la direction de l'État et se charge de tous les lieux d'éducation comme les écoles, les collèges ou encore les lycées. Cette organisation suit une structure divisionnelle car elle agit selon chaque division sur toutes les régions et départements de France. Ce ministère suit la théorie de Mintzberg car tous les membres du ministère se sont

regroupés pour l'éducation de la France.

Conclusion

Pour conclure, les différents types d'organisation sont soumises à différentes lois selon leur type et bien évidemment chaque type à ses avantages et ses inconvénients plus ou moins important. Chaque organisation est soumise à une structure en fonction du plus pratique pour l'entreprise. Presque toutes les entreprises suivent la théorie de Mintzberg même si cela varie bien évidemment de l'objectif d'un employé à un autre qui peuvent avoir un but qui diffère.

Dossier GPO (Jules et Justine)

Bilan personnel: Justine

Avant le dossier de gpo, je ne pensais pas qu'il y avait autant de types d'organisation/entreprise, ainsi que autant de différence entre ceux-ci.

Dans toutes les recherches que j'ai effectuées pour le dossier, ce qui m'a le plus intéressé, c'était les recherches sur les syndicats, leurs droits/devoirs/obligations, car ma cousine fait partie du syndicat de son entreprise.

Je ne savais pas non plus que les politiciens créent des associations, pour les aider dans leur campagne politique, je pensais qu'il réunissait leur capitaux avec ceux de leurs sponsors, pas qu'il irait jusqu'à créer un association dédiée.

Je pensais aussi que pour toute organisation, il fallait au moins un capital de départ alors que les association eux non pas de contrainte financière à sa création.

Je ne savais pas non plus qu'une organisation pouvait être exonérée de toutes TVA, seulement si il ne dépassait un seuil qui lui est défini par leur domaine d'activité.

J'ai aussi appris que les organisations publiques peuvent gaspiller les subventions fournies par l'État, ils utilisent ces subventions pour l'achat de matériels inutiles, tout cela pour ne pas risquer de perdre ses subventions ou de les voir réduite.

Grâce à ce dossier j'ai compris que chaque organisation a ses petites spécificités et caractéristiques pour pouvoir correspondre à toutes les attentes de ses dirigeants.

Dossier GPO (Jules et Justine)

Bilan personnel: Jules

Ce dossier m'a permis d'apprendre le fonctionnement de certains types d'entreprise et d'apprendre leurs avantages et inconvénients ainsi que de connaître qu'il y avait plusieurs structures d'entreprise comme par exemple que la NASA fut une des premières entreprises à adopter une structure matricielle.

Je ne savais pas que les micro-entreprises n'étaient pas qu'un titre mais une forme d'entreprise à part entière ni que les entreprises en faillite ne pas avoir une prise de fond qui est supérieur au capital de départ.

Ce dossier a pu éclaircir des points de cours mal ou peu compris comme les structures d'entreprise et les bonhommes de Mintzberg ainsi que la théorie de Mintzberg.

J'ai pu faire des recherches sur des organisations qui ne m'intéressaient pas du tout et ai appris beaucoup de choses sur leur histoire comme la CGT, FO ou encore le RN.

Dossier GPO (Jules et Justine)

Sitographie:

“Types de sociétés : SA, SNC, SCS, SARL, EURL”, *Lacompta.org*,
<https://www.lacompta.org/articles/types-de-societes-sa-snc-scs-sarl-eurl.php>

[consulté le 20/10/22]

“Société Anonyme (SA) : définition et fonctionnement”, *l-expert-comptable.com*,
<https://www.l-expert-comptable.com/a/531901-qu-est-ce-qu-une-societe-anonyme-sa.html> [consulté le 20/10/22]

“Société anonyme”, *linternaute.fr*,
<https://www.linternaute.fr/dictionnaire/fr/definition/societe-anonyme/> [consulté le 10/11/22]

“SARL : définition et avantages d'une société à responsabilité limitée”, *capital.fr*,
<https://www.capital.fr/votre-carriere/sarl-definition-et-avantages-d-une-societe-a-responsabilite-limitee-1238320> [consulté le 10/11/22]

“Qu'est-ce qu'une association ?”, *vie-publique*,
[https://www.vie-publique.fr/fiches/24076-quest-ce-quune-association#:~:text=Une%20association%20est%20un%20groupement,ou%20d'%C5%93uvres%E2%80%A6\).](https://www.vie-publique.fr/fiches/24076-quest-ce-quune-association#:~:text=Une%20association%20est%20un%20groupement,ou%20d'%C5%93uvres%E2%80%A6).)
[consulté le 10/11/22]

“Association”, *toupie.org*, <https://www.toupie.org/Dictionnaire/Association.htm>
[consulté le 10/11/22]

“DÉFINITION DE LA FONDATION”, *centre-francais-fondations.org*,
<https://www.centre-francais-fondations.org/fondations-fonds-de-dotation/de-quoi-parler-t-on/definition-1> [consulté le 17/11/22]

“fondation”, *cnrtl.fr*, <https://www.cnrtl.fr/definition/fondation> [consulté le 17/11/22]

“fondation”, *larousse.fr*,
<https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/fondation/34482> [consulté le 17/11/22]

Dossier GPO (Jules et Justine)

“Régime de la micro-entreprise : définition et fonctionnement”, *captaincontrat.com*, <https://www.captaincontrat.com/creer-son-entreprise/micro-entreprise/micro-entreprise/>, [consulté le 17/11/22]

“Qu’est-ce qu’une micro-entreprise ?”, *lecoindesentrepreneurs.fr*, <https://www.lecoindesentrepreneurs.fr/qu-est-ce-qu-une-micro-entreprise/>, [consulté le 17/11/22]

“Microentreprise / MIC”, *insee.fr*, <https://www.insee.fr/fr/metadonnees/definition/c1079>, [consulté le 17/11/22]

“Les syndicats d’entreprise : définition, fonctionnement et missions”, *l-expert-comptable.com*, <https://www.l-expert-comptable.com/a/534344-les-syndicats-d-entreprise-definition-fonctionnement-et-missions.html#:~:text=Un%20syndicat%20est%20un%20groupe,ent,syndical%20par%20un%20syndicat%20repr%C3%A9sentatif>, [consulté le 24/11/22]

“Définition de Syndicat”, *dictionnaire-juridique.com*, <https://www.dictionnaire-juridique.com/definition/syndicat.php>, [consulté le 24/11/22]

“Syndicat d’entreprise”, *infonet.fr*, <https://infonet.fr/lexique/definitions/syndicat-dentreprise/>, [consulté le 24/11/22]

“Syndicat”, *grh.ooreka.fr*, <https://grh.ooreka.fr/astuce/voir/610805/syndicat>, [consulté le 24/11/22]

“Ester en justice”, *wikipedia*, https://fr.wikipedia.org/wiki/Ester_en_justice, [consulté le 05/12/22]

“L’association loi 1901”, *legalplace*, <https://www.legalplace.fr/guides/association-loi-1901/>, [consulté le 09/12/22]

Dossier GPO (Jules et Justine)

“Association loi de 1901”, wikipedia,
https://fr.wikipedia.org/wiki/Association_loi_de_1901#:~:text=Selon%20l'article%20premier%20de.que%20de%20partager%20des%20b%C3%A9n%C3%A9fices,
[consulté le 09/12/22]

“L’association loi 1901 : tout savoir”, qiio,
<https://www.qiio.eu/association/association-loi-1901>, [consulté le 11/12/22]

“Association”, bpiFrance-creation,
<https://bpiFrance-creation.fr/encyclopedie/structures-juridiques/entreprendre-a-plusieurs/association#:~:text=Avantages%20et%20inconvenients%20de%20l'association.-Avantages&text=Simplicit%C3%A9%20de%20constitution%20>, [consulté le 11/12/22]

“Création d’une association : Avantages et formalités simplifiées”, compte-pro,
<https://www.compte-pro.com/pourquoi-creer-une-association-les-avantages>,
[consulté le 11/12/22]

“Créer une association loi 1901 : définition, obligations, avantages”, creerentreprise,
<https://www.creerentreprise.fr/creer-une-association-loi-1901-definition-obligations-avantages/>, [consulté le 11/12/22]

“L’Etat et ses organisations”, superprof,
<https://www.superprof.fr/ressources/developpement-personnel/management/cours-05/1ere-stmg-05/organismes-etatiques.html> , [consulté le 11/12/22]

“Comment définir les différents types d’organisations ?”, assistancescolaire,
https://www.assistancescolaire.com/eleve/1STMG/sciences-de-gestion-et-numerique/reviser-le-cours/1stmg_sdg_12/print?print=1&printSheet=1 , [consulté le 11/12/22]

Dossier GPO (Jules et Justine)

“Qu'est-ce qu'une organisation publique ?”, maxicours,
<https://www.maxicours.com/se/cours/qu-est-ce-qu-une-organisation-publique/> ,
[consulté le 11/12/22]

“Les différents types d'organisations publiques”, maxicours,
<https://www.maxicours.com/se/cours/les-differents-types-d-organisations-publiques/> ,
[consulté le 11/12/22]

“Avantages et Inconvénients du service public et des entreprises privées”,
infoslibres,
<https://www.infoslibres.fr/avantages-inconvenients-du-service-public-et-des-entreprises-privées/>, [consulté le 11/12/22]

“Quels sont les avantages et les inconvénients d'une SAS ?”, shine,
<https://www.shine.fr/blog/sas-avantages-inconvenients/>, [consulté le 11/12/22]

“AVANTAGES ET INCONVÉNIENTS DE LA SAS”, agence-juridique,
<https://agence-juridique.com/articles/avantage-sas-inconvenant-sas-choisir-son-statut-juridique> , [consulté le 11/12/22]

“Quels sont les avantages et inconvénients d'une SAS ?”, legalstart,
<https://www.legalstart.fr/fiches-pratiques/sas/avantages-inconvenients-sas/> ,
[consulté le 11/12/22]

“Quels sont les avantages et inconvénients d'une SARL ?”, legalstart,
https://www.legalstart.fr/fiches-pratiques/sarl/avantages-inconvenients-sarl/?ls_campaign=15899575099&ls_content=135929436687&ls_term=&gclid=Cj0KCQiAnNacBhDvARIsABnDa6_a8fFCLfu7KhbawpLwJ2AiQNcuSPG0acWcyfMzef2sayl3iY9dXOIaAr1YEALw_wcB, [consulté le 11/12/22]

“Avantages et inconvénients de la SARL”, legalplace,
<https://www.legalplace.fr/guides/avantages-sarl/>, [consulté le 11/12/22]

Dossier GPO (Jules et Justine)

“Les avantages et les inconvénients de la SARL”, lecoindesentrepreneurs,
<https://www.lecoindesentrepreneurs.fr/sarl-avantages-et-inconvénients/>, [consulté le 11/12/22]

“Fondation”, economy-pedia,
<https://economy-pedia.com/11039377-foundation#menu-2>, [consulté le 11/12/22]

“Régime micro-entreprise : présentation, avantages et inconvénients”, lecoindesentrepreneurs,
<https://www.lecoindesentrepreneurs.fr/regime-micro-entreprise-avantages-et-inconvénients/>, [consulté le 11/12/22]

“LES AVANTAGES ET INCONVÉNIENTS DE LA MICRO ENTREPRISE”, microdesk,
<https://microdesk.fr/avantages-et-inconvénients-micro-entreprise/>, [consulté le 11/12/22]

“Quels sont les avantages et inconvénients du régime micro-entrepreneur (auto-entrepreneur) ?”, bpifrance-creation,
<https://bpifrance-creation.fr/encyclopedie/micro-entreprise-regime-auto-entrepreneur/lessentiel-ce-regime/quels-sont-avantages>, [consulté le 11/12/22]

“10 avantages et inconvénients des syndicats”, prochainephase,
<https://prochainephase.com/10-avantages-et-inconvénients-des-syndicats/>, [consulté le 11/12/22]

“Comment créer un parti politique ?”, vie-publique,
<https://www.vie-publique.fr/fiches/24003-comment-créer-un-parti-politique>, [consulté le 11/12/22]

“Un parti politique est une association comme les autres : pas si sûr...” , loi1901,
https://www.loi1901.com/intranet/a_news/index_news.php?ld=2001, [consulté le 11/12/22]